

LA PERCEPTION DE LA VALEUR DU TRAVAIL DANS LA FORMATION DU PRIX DES PRODUITS AGRICOLES EN CIRCUITS COURTS

Élodie BRULÉ-GAPIHAN

Laboratoire REGARDS
Université de Reims
Champagne-Ardenne
(France)

Étienne MACLOUF

LARGEPA
Université Paris 2 Panthéon-Assas
Sorbonne Universités
Muséum National d'Histoire Naturelle
(France)

Audrey LAUDE-DEPEZAY

Laboratoire REGARDS
Université de Reims
Champagne-Ardenne
(France)

RÉSUMÉ:

Cette étude souligne le jugement relatif du travail des exploitants agricoles installés en circuit court (CC), et comment cette relativité est pour partie liée aux interactions de l'exploitant avec son environnement. A partir d'une étude qualitative réalisée auprès de 19 exploitations en CC, analysée à la lumière de la théorie de la dépendance des ressources, nous classons les agriculteurs au regard des stratégies adoptées face à leur environnement. Nous montrons à partir de cette typologie que la perception du facteur travail varie en fonction des stratégies privilégiées. Cette étude invite à relativiser l'intérêt des outils de comptabilité analytique classique pour la fixation des prix.

Mots-clefs: Circuit court alimentaire, prix, comptabilité, ressources, travail

INTRODUCTION

Dans l'agriculture industrielle conventionnelle, on distingue le prix de production, payé aux exploitants par les coopératives et transformateurs, et le prix de consommation, payé par le consommateur final. Le prix de consommation est connu pour être la résultante de pressions externes à l'exploitation, comme le prix des intrants ou celui des prestations des intermédiaires (Lecoq et al. 2008). Par conséquent, la comptabilité analytique des activités de production agricoles se fait à l'aune d'un prix imposé (ou tout au moins négocié sur du long terme), très largement subi par les agriculteurs. Surtout, dans le monde agricole, ce n'est pas à partir de l'analyse de coûts que l'on fixe le prix de production ; c'est davantage le prix qui impose de réduire les

coûts. Le travail de l'agriculteur correspond à une variable d'ajustement, et l'optimisation de la fonction de production (Blancard, Boussemer, Flahaud, Lefer, 2013 ; Desbois, Burtault, Surry, 2013) paraît la voie privilégiée pour améliorer son revenu.

En complément de l'optimisation de la fonction production, certaines initiatives sont prises à l'aval de la production pour se rapprocher du prix « juste », au sens des économistes classiques, à savoir un prix rémunérant l'effort de travail fourni pour obtenir un bien (voir Guillotreau, 2013). Parmi ces initiatives, nous pouvons citer la politique de labellisation du commerce équitable même si le prix reste intrinsèquement lié au prix du marché (Le Velly, 2008). Dans cet article, nous nous intéressons aux démarches qui visent à modifier les rapports de forces stratégiques en faveur des agriculteurs afin d'augmenter la part du travail dans la composition de la valeur des produits agricoles. Ces démarches s'inspirent du mouvement plus général de l'économie solidaire, qui vise à supprimer au maximum les intermédiaires pour reconstruire une relation entre producteurs et consommateurs. Ainsi, la contractualisation de la production avec un panel de consommateurs (ex. AMAP¹) ou de manière générale, toute forme de recours aux circuits courts contribuent à construire un autre rapport au travail agricole et à sa rétribution (Dufour, Hérault-Fournier, Lanciano, Pennec, 2010). En se rapprochant des consommateurs, les agriculteurs découvrent les dynamiques commerciales qui découlent de cette relation directe (principalement les demandes de nouveautés qui permettent aux agriculteurs de diversifier leur offre, donc leur propre travail au sein de l'exploitation) et donc les possibilités de prendre une part active à la négociation du prix de leurs productions.

Dans les faits, cette négociation est loin d'être aisée. Si elle se fonde sur le calcul des coûts, l'analyse doit passer par le déchiffrement des documents comptables, bilan, compte de résultat et journal. Quand l'exploitation est en situation de pluriactivité, ce déchiffrement nécessite de décomposer les charges et de les regrouper par produit. L'exploitant-e est confronté-e aux difficultés techniques propres à une méthode d'estimation des coûts peu adaptée à une activité soumise aux aléas tels que les irrégularités climatiques (Burlaud et Simon, 2012). Si la négociation repose sur les prix du marché, l'exploitant risque de demeurer soumis aux lois qu'il souhaite contourner. Il gagne certes la marge du distributeur, mais cette marge gagnée représente elle-même un coût difficile à apprécier, lié à la commercialisation, qui rend le gain tout relatif compte tenu du travail supplémentaire à supporter.

Par ailleurs, le recours aux circuits courts impose une reconfiguration du métier initial du producteur (Nicourt, 2013) qui doit acquérir de nouvelles compétences liées à la vente. Selon le mode de circuit court favorisé, vente à la ferme, à domicile, sur un marché, dans un magasin de producteurs, au sein d'un Drive fermier, en AMAP, les exigences de ce nouveau métier diffèrent.

Dans cet article, nous proposons d'analyser ces dynamiques sous l'angle de l'estimation de la valeur travail. En effet, fixer un prix n'est pas une sinécure, dans la mesure où c'est finalement la contribution du travail de l'exploitant-e à la valeur du produit final qui est estimée. Cette estimation semble différente d'un-e

¹ Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne

exploitant-e à l'autre ; elle révèle, selon nous, les dépendances que subissent les exploitant-e-s, c'est-à-dire les éléments de l'environnement qui influencent ses choix. C'est pourquoi nous proposons, à travers l'analyse du discours d'une vingtaine d'entretiens faits auprès d'exploitants agricoles, de répondre à la question suivante : **dans quelle mesure l'estimation du facteur travail par un exploitant se reflète-t-elle dans ses stratégies de réponse vis-à-vis des forces présentes dans son environnement ?** Etudiée sous l'angle des dépendances relevées par les exploitants, cette question nous permet de mettre en évidence les stratégies de réponse choisies, et le rapport au temps sous-jacent de ces choix. Nous déclinons notre étude en trois sous-questions : **quelles sont les dépendances socio-économiques auxquelles font face les exploitants en circuit court ? Quels liens peut-on faire entre ces dépendances et le travail ? En quoi la fixation des prix reflète-t-elle ces dépendances ?**

Pour répondre à ces questions, nous commencerons par une analyse théorique de l'environnement des exploitant-e-s agricoles. Afin de rendre compte de la diversité des contraintes subies et des marges de manœuvre envisageables, nous mobilisons la théorie de la dépendance des ressources de Pfeffer et Salancik (1978), que nous enrichissons avec la prise en compte des piliers institutionnels de l'environnement (Scott, 2001), et des éléments non humains (à la suite d'autres analyses des circuits courts à partir des théories de l'acteur réseau : Le Velly et al. 2016). Notre deuxième section présente le cadre de notre recherche, une recherche-action réalisée à la demande de l'Association Régionale de Développement Rural et Agricole de la Région Grand Est et les résultats obtenus. Les données collectées permettent de mettre en évidence les dépendances subies par les exploitant-e-s agricoles, leurs stratégies de réponse et le rapport au travail que cela sous-entend. Notre troisième section est consacrée à la discussion des principaux résultats, à savoir les freins de la prise en compte du facteur temps, et l'influence des facteurs émotionnels dans la prise de décision, au détriment d'une optimisation du temps de travail.

1. CADRE THÉORIQUE

a. Dépendances des ressources et piliers institutionnels

Selon la théorie de la dépendance des ressources (Pfeffer et Salancik 1978), une organisation dépend d'un environnement contraignant, extérieur à l'organisation, mais au sein duquel elle est en mesure d'y puiser les ressources nécessaires à sa survie. L'organisation est ainsi vue comme efficace si elle agit sur ce qu'elle pense être son environnement, et qu'elle s'y procure les ressources dont elle a besoin. Les dépendances à l'environnement sont donc à la fois objectives et subjectives ; de la perception des acteurs découleront leur réaction. Les dépendances considérées dans cette théorie sont strictement des dépendances inter-organisationnelles. La théorie néo-institutionnelle, proche par certains aspects de la théorie de la dépendance des ressources (voir Charreire, 2002) permet de considérer des dépendances extra-organisationnelles, telles que les dépendances culturelles. La définition des piliers institutionnels proposés par Scott (2001) peut en effet s'apparenter à la manière dont l'acteur perçoit et comprend son environnement, et donc perçoit et comprend les ressources à disposition et les obligations qui en découlent. Respectivement, ces piliers sont

d'ordre coercitif, normatif et culturo-cognitif. Le premier considère la pression coercitive exercée sur les membres d'un champ organisationnel (DiMaggio & Powell, 1991 ; Jepperson, 1991). Il correspond aux réglementations et sanctions légales qui contraignent le comportement des acteurs. Le second fait référence aux règles professionnelles ou les normes fondées sur l'expérience empirique des acteurs, qui orientent le comportement des organisations dans la mesure où elles sont issues d'obligations sociales et/ou professionnelles (Hoffman, 1999). Le dernier inclut les habitudes de pensée et de raisonnement qui induisent un certain type de comportement (DiMaggio & Powell, 1991).

b. Les dépendances agricoles

Dans leur analyse de l'évolution des exploitations bio, Nizet et Van Dam (2014) ont répertorié deux types de dépendances subies par les agriculteurs : la dépendance économique et la dépendance réglementaire, ainsi que cinq stratégies de réponses aux dépendances :

- l'évitement qui consiste par exemple à arrêter l'activité à l'origine de la dépendance ;
- l'absorption, qui consiste à faire soi-même une activité dont on dépendait au préalable d'autrui ;
- le contournement, qui consiste à ne pas respecter une règle qui pose problème ;
- la transformation du contexte, qui consiste à s'engager politiquement afin de faire changer les choses ;
- l'acceptation des dépendances qui consiste à les assumer et à y répondre positivement.

En note de bas de page, les auteurs mentionnent une troisième dépendance, la dépendance naturelle qu'ils choisissent de ne pas inclure car elle n'est pas d'ordre inter-organisationnel. Or cette dépendance est prégnante pour les agriculteurs. Dans l'agriculture conventionnelle, par exemple, « les relations du travailleur agricole au vivant font l'objet de configurations nouvelles : des cultures « hors-sol » aux élevages industriels, la notion de travail dans l'agriculture modernisée se construit à distance du milieu local et de la nature » (Stoessel-Ritz, 2013). Compte tenu de la place des entités non-humaines dans les différentes formes d'interactions avec l'environnement (voir Lawrence et Suddaby, 2006), nous choisissons de l'inclure dans notre catégorisation.

c. L'échange au cœur du travail agricole, source de dépendances mais également d'opportunités nouvelles

Le travailleur agricole entretient deux grands types d'échanges : une expérience subjective « de la nature, du sol et du vivant » (Stoessel-Ritz, 2013) ; des échanges sociaux. Ces échanges sont différents selon que l'exploitation appartienne au monde industriel ou non.

Dans l'agriculture industrielle, les échanges avec le sol et le vivant sont largement déterminés par les experts représentant les coopératives et les industriels. Selon les analyses classiques de l'ergonomie et de la psychodynamique du travail (Dejours, 1995), l'emprise des connaissances prescrites sur

le travail agricole conduit de fait à le dévaloriser voire à le « détruire » (Albaladejo et al. 2012). En réduisant le travail agricole à sa dimension prescrite, c'est-à-dire en négligeant les connaissances détenues par l'exploitant-e, l'industrialisation peut s'accompagner d'une précarisation, notamment avec le recours aux saisonniers (voir le numéro spécial d'Etudes rurales 2008). De plus, la séparation capital/travail introduit le salariat voire la rémunération à la tâche (Cochet, 2017).

Le mouvement des circuits courts repose sur une remise en jeux des échanges et donc du travail agricole. D'un côté, le monde des experts agricoles fait l'objet de controverses qui se multiplient : « la confiance dans les experts prédomine dans le champ professionnel agricole, mais elle est affectée par le doute et l'incertitude qui gagnent les consommateurs, ce dont les agriculteurs sont aujourd'hui obligés de tenir compte » (Stoessel-Ritz, 2013). L'exploitant-e peut jouer le rôle de pivot dans l'amélioration des pratiques agricoles. Potentiellement, dans les circuits courts, son travail change aux yeux des clients finaux. Cependant, ce changement n'est pas systématique. Par exemple, dans le cas des AMAP, les échanges reposent sur « *une série d'accords sur la conception du métier d'agriculteur de proximité, mais des décalages persistent entre les représentations des AMAPiens et les conditions d'exercice du métier d'agriculteur* » (Olivier et Coquart 2010). Dans les circuits courts, le travail agricole est donc fondé davantage sur les échanges avec les clients finaux et moins sur ceux avec le monde des experts. Mais cette transformation n'est pas synonyme d'émancipation. Si des malentendus s'installent au sujet du travail des exploitant-e-s, alors ces dernier-e-s peuvent se retrouver dans une relation similaire à celle des exploitant-e-s industriel-le-s. Faute de valorisation « juste », le travail peut redevenir une variable d'ajustement pour que l'offre s'aligne sur les préférences des clients. Au contraire, la relation peut permettre un réajustement et donc aboutir à une construction du prix qui accorde une plus grande valeur au travail.

Dans notre recherche, nous cherchons donc à comprendre la place du facteur travail de l'exploitant dans la formation du prix et nous l'analysons comme un reflet des dépendances de l'exploitation vis-à-vis de son environnement.

2. LES DÉPENDANCES ORGANISATIONNELLES ET LEUR INFLUENCE SUR LE TRAVAIL

a. Méthodologie

Sollicités dans le cadre d'une recherche-action par l'Association Régionale de Développement de l'Emploi Agricole et Rurale de Champagne-Ardenne (ARDEAR), nous avons accompagné les exploitants dans l'analyse comptable et stratégique de l'atelier circuit court de leur exploitation. La motivation première de l'ARDEAR est le fait que les circuits courts soient sous-représentés en Champagne-Ardenne, et que les exploitants installés en circuit court manquent d'outils de pilotage. L'accompagnement a débuté à l'initiative des professionnels de l'ARDEAR par la mise en place d'une comptabilité analytique chez une vingtaine d'exploitants membres de l'association. Notre intervention se fonde

sur deux étapes d'analyse. Tout d'abord, l'analyse approfondie de l'activité avicole de quatre exploitations agricoles, repose sur les données comptables sur 2 années consécutives (journal, bilan et compte de résultat), de deux entretiens semi-dirigés avec chacun des exploitants réalisés à un an d'intervalle. Le premier entretien consiste en une visite de l'exploitation et des questionnements visant à la compréhension des charges par activité ; le second entretien a pour but de retracer la trajectoire économique de l'exploitation, ses décisions clefs et ses motivations. Cette première analyse comptable et stratégique d'un panel de quatre éleveurs avicoles a mis en lumière les difficultés de comparaison. Elle a également révélé le fait que les comportements et les contraintes que l'exploitant s'impose ne peuvent se justifier d'un point de vue purement comptable. De plus, quoiqu'en circuit court, certains exploitants peinent à se détacher des pressions liées à la structuration de la filière agricole, tout en subissant les pressions liées au développement d'une nouvelle activité, celle du commerce (Nicourt, 2013). L'analyse a ensuite été complétée par une seconde étape composée d'entretiens semi-dirigés auprès de 15 autres exploitants agricoles membres de l'ARDEAR (cf tableau 1). Le guide d'entretien est composé de deux thèmes. Tout d'abord, des questions relatives à la trajectoire de l'exploitant-e visent à identifier les décisions clefs de l'exploitation, et à comprendre ce qui détermine ces décisions. Les moteurs et les freins des circuits courts sont ensuite abordés ; l'objectif ici est de comprendre les difficultés rencontrées et la manière de les résoudre. Parmi les difficultés, la fixation du prix est un sujet qui est généralement abordé spontanément par les interviewés ; il fait l'objet d'une question directe dans le cas contraire.

Tableau 1 : Caractéristiques des personnes interrogées

Sexe de la/les personnes rencontré-e-s	Date d'enregistrement	Temps	Activité ppale CC	Label	CC utilisé	Autres activités	Utilisation de Circuit long	Ancienneté	Panel
H	09/02/2016	01:33:52	Elevage avicole	Bio	AMAP/Marché	Polyculture céréalière	Oui	<10 ans	X
H	22/06/2016	01:31:18	Elevage avicole		PVC - associé	Non		> 10 ans	X
H/F	11/07/2016		Elevage avicole	Bio	Vente aux particuliers et comités d'entreprise	Polyculture céréalière; élevage bovin	Oui	> 10ans	X
H/F	01/07/2016	01:29:40	Maraîcher	Bio	AMAP, autres systèmes de panier, magasin de producteurs	Non	Non	<2ans	
F	08/07/2016	01:15:45	Herbes	Bio	Foires, salons, événementiels, marchés, magasins bio, amaps, Ruche qui dit Oui	Agro-viticulture	Oui	<10ans	
H	20/06/2016	01:55:35	Verger		PVC-Associé/Marché	Non	Non	>20 ans	
H	29/06/2016	00:53:57	Maraîcher	Bio	Vente à la ferme, marchés, livraison à des particuliers, paniers	Non	Non	< 2 ans	
H	15/06/2016	02:28:18	Maraîcher	Bio	Amap/Cantine	Non	Non	<10 ans	
H	09/07/2016	02:08:11	Elevage avicole		PVC - associé	Polyculture céréalière	Oui	>20 ans	
H	14/06/2016		Elevage caprin		Drive Fermier	Polyculture céréalière	Oui	>10 ans	
F	08/07/2016	01:47:58	Produits laitiers		PVC-dépôt/vente aux particuliers	Elevage Vaches laitières	Oui	>10 ans	
H	08/06/2016	02:51:49	Maraîcher	Bio	Marché	Non	Non	>20ans	
H/F	26/07/2016	01:20:12	Produits laitiers		Marché	Elevage Vaches laitières	Oui	>20 ans	
H	15/06/2016	02:07:52	Elevage avicole		Vente à la ferme/PVC associé/Ruche qui dit oui	Polyculture en association	Oui	>10 ans	
H	22/06/2016	01:19:06	Elevage avicole		Vente à la ferme	Non	Non	<2 ans	
H	20/07/2016	01:42:00	Maraîcher	Bio	PVC/marché	Horticulture	Non	<10 ans	X
H	30/06/2016	01:45:26	Elevage avicole		PVC - associé	Polyculture céréalière	Oui	>20 ans	
F	27/09/2016	02:31:01	Elevage avicole		Vente à la ferme	Polyculture céréalière	Oui	<2 ans	

C'est à partir de ces entretiens d'une durée allant de 45 minutes à 2h30 que l'analyse de la représentation du facteur travail a été menée. Enregistrés et

retranscrits, ces entretiens nous permettent de recueillir des éléments de compréhension sur le rapport de l'exploitant-e à son métier dans toutes ses facettes, du consommateur au fournisseur, en passant par le monde agricole, et de comprendre comment il fixe son prix. Les entretiens sont analysés à l'aide de QDA Miner. Une première catégorie globale nommée « rapport au travail » a été créée. Elle fera l'objet d'une catégorisation plus fine à l'avenir. En parallèle, nous nous sommes appuyés sur des catégories de dépendance définies dans la section suivante.

b. Grille d'analyse des dépendances organisationnelles et stratégies pour les exploitations agricoles

Nos analyses mettent en évidence cinq types de dépendances. Les deux premières dépendances sont les dépendances classiques au sens de Pfeffer et Salancik (1978) ; elles sont utilisées, avec des nuances dans les sous-catégories par Nizet et Van Dam (2014) dans l'étude d'agriculteurs convertis dans l'agriculture biologique. La troisième dépendance est inspirée du pilier culturel mis en avant dans la littérature néo-institutionnel. Le quatrième, enfin, mentionné sans être utilisé par Nizet et Van Dam (2014), fait référence aux contraintes météorologiques et biologiques spécifiques au métier agricole.

- Les dépendances socio-économiques rassemblent les caractéristiques du marché, à savoir la densité de la population, le niveau de vie des habitants, les caractéristiques de la concurrence ainsi que les débouchés commerciaux à disposition et les dépendances financières, incluant l'accès aux aides, aux emprunts bancaires, et même un fait peu traité dans l'analyse comptable habituelle, les vols. Elles incluent également le niveau de structuration de la filière, notamment le nombre et l'accessibilité des fournisseurs et prestataires de service, ainsi que l'accès aux compétences professionnelles.
- Les dépendances réglementaires comprennent les règles en termes d'hygiène, la certification biologique et les contrôles vétérinaires.
- Les dépendances culturelles incluent les représentations subies par les agriculteurs de leur travail : le fait de travailler chez soi, l'image de la femme agricultrice transparente, le décalage par rapport au rythme salarié, le fait de ne pas compter son temps, l'accessibilité de certaines activités (comme ce préjugé selon lequel « tout le monde peut élever des poules »).

Les dépendances naturelles ne sont pas considérées dans les théories de la dépendance des ressources et néo-institutionnelle, puisqu'il ne s'agit pas d'une interaction avec d'autres organisations (Nizet et Van Dam, 2014). Cependant, le métier d'agriculteur se distingue par une forte dépendance aux aléas dits naturels, allant de la météo à la prolifération de maladies. La quantité et la qualité des ressources naturelles disponibles influencent grandement son activité. Cette dépendance façonne également le rapport au temps de l'agriculteur, forcé par le cours naturel des choses à s'adapter aux saisons. Ces dépendances dites naturelles peuvent être définies comme inhérentes au métier d'agriculteur ; il s'agit pour l'agriculteur d'apprendre à maîtriser la technique d'élevage et/ou de culture grâce notamment à une observation

minutieuse, et de s'adapter aux changements imposés par les ressources naturelles.

3. RÉSULTAT : LES DÉPENDANCES ORGANISATIONNELLES ET LEUR INFLUENCE SUR LE TRAVAIL

a. Dépendances organisationnelles, travail et fixation du prix

Les dépendances socio-économiques, et en premier lieu la concurrence, sont déterminantes dans la fixation du prix. Le premier critère mentionné par les exploitant-e-s rencontré-e-s pour définir un prix est en effet l'étude comparative des prix de denrées considérées comme équivalentes. En second lieu apparaissent la densité et le niveau de vie de la population, ces deux éléments étant liés par nos répondants. Plus nous nous situons dans un milieu rural, moins le niveau de vie est considéré comme élevé par les agriculteurs, et plus les prix seront faibles. Par ailleurs, plus la densité de la population est faible, plus les moyens d'écouler la marchandise seront difficiles et donc consommateurs de travail. C'est ainsi qu'en milieu rural, les exploitant-e-s tendent à s'orienter vers la vente à domicile ou les marchés, deux circuits de distribution directe très coûteux en temps et en ressources psychologiques. En effet, préparer des ventes requiert de la concentration, beaucoup de manipulations. Et cela génère du stress, lié notamment aux transports mais aussi aux incertitudes propres à toute activité commerciale. Malgré ces dimensions, ils/elles intègrent de manière partielle certains coûts dont ils ont conscience, souvent réduits aux seuls frais kilométriques. Par ailleurs, l'élasticité de l'offre par rapport à la demande est prise en compte ; certains produits d'appel (ex : la tomate, le beurre, les œufs) peuvent voir leur prix augmenter sans risquer de perdre la clientèle. Les exploitant-e-s agricoles situé-e-s en zone périurbaine optent généralement pour des choix de commercialisation qui leur libèrent du temps, pour se consacrer soit à l'optimisation de leur production, soit à la vente. Comme en témoigne cet agriculteur, les marchés trop chronophage ont rapidement été abandonnés : « *On a fait les marchés, on s'est rendu compte que c'était relativement chronophage [...] J'estime qu'un vrai producteur ne doit pas faire le marché tous les jeudi matin, vendredi matin, samedi matin et le dimanche matin, et tout le reste de la semaine continuer à produire en même temps ; ça paraît difficile. Alors, soit, il embauche des vendeurs, soit il embauche des gens sur la production, mais en tout cas faire les deux c'est compliqué, très compliqué* » (Agriculteur F).

Enfin, le travail dit indirect, lié par exemple à la construction de dossiers administratifs, n'est jamais pris en compte. Les dépendances réglementaires sont perçues comme une dépense en temps très importante, liée à la difficulté de trouver des réponses aux questions soulevées par les nouvelles réglementations, à l'aléa dans l'interprétation des textes. Ces aléas peuvent faire perdre beaucoup de temps, comme en témoigne l'agricultrice suivante : « *Vous montez le dossier et il n'y a pas de souci. [...] il fallait que j'attende que le dossier passe en commission pour pouvoir commencer les travaux [...] Donc, on a attendu, on a attendu, on a attendu. Ils envoient le dossier, il y a un souci : en fait, vous n'êtes pas en bio, donc ça ne passera pas. J'ai dit : vous vous moquez de moi ! On a perdu six mois, tout ça pour me dire qu'on n'est pas en bio !* » (Agricultrice C).

Les coûts associés à ces dépendances réglementaires ont trait à l'achat d'équipement nécessaire ou à de plus lourds investissements d'aménagement (comme la construction d'un sas pour lutter contre la salmonelle). Les stratégies choisies par les exploitant-e-s vont de l'évitement temporaire à l'adoption des règles. L'évitement constaté est lié à la jeunesse d'une activité, pas encore en mesure d'intégrer l'ensemble des recommandations réglementaires.

Les dépendances culturelles relèvent des préjugés entendus dans le voisinage professionnelles ou non. Ces préjugés mêlent un certain scepticisme quant à la pertinence des projets entrepris avec le dénigrement de la qualité de travail des exploitant-e-s. Ainsi pouvons-nous entendre : « *Ils m'ont pris pour une demeurée : les poules pondeuses, c'est pour s'amuser.* » (Agricultrice C) ou « *Il y en a qui ont observé : ah, les filles elles font quoi là ? Peut-être un peu nous attendre au virage ou je ne sais pas trop.* » (Agricultrice H). Ils se reflètent également dans la disponibilité préjugée totale de l'exploitant-e ; certains clients n'hésitant pas au prétexte de connaître l'adresse personnelle de l'exploitant de venir à tout heure de la semaine. En réaction, les exploitant-e-s choisissent de poursuivre leur projet sans se soucier des critiques ; en termes de disponibilité, les exploitant-e-s qui ont antérieurement eu une vie professionnelle en dehors de l'agriculture tendent à imposer leurs horaires, les autres se soumettent plus facilement aux sollicitations de la clientèle.

Les dépendances naturelles s'imposent à tou-te-s les exploitant-e-s. Pour l'élevage des volailles, le contrôle de la température dans les poulaillers, du taux de mortalité et l'alimentation sont autant de questions techniques qui démontrent l'expérience de l'exploitant-e. Les stratégies observées vont de la simplification à la montée en compétences, cette dernière stratégie étant la plus risquée et coûteuse en temps, mais également la plus satisfaisante pour ceux qui réussissent dans cette voie.

En regroupant les stratégies de réponse précédemment mentionnées face aux dépendances, et en les croisant à nos observations faites lors des entretiens, nous avons pu identifier des comportements types d'agriculteurs, qui tendent à refléter la diversité des relations au métier d'agriculteur constatée lors des visites d'exploitation. **b- Typologie d'acteurs à partir des réponses aux dépendances**

L'analyse du travail agricole selon les deux types d'échanges nous paraît fournir deux axes pertinents pour analyser les stratégies des agriculteurs face aux dépendances. Les stratégies vis-à-vis des dépendances socio-économiques, culturelles et réglementaires, correspondent à l'échange social. Ce premier axe situe les exploitant-e-s selon leur degré de soumission aux pressions : du plus dépendant, dont le travail est moins valorisé dans le prix de vente, à celui qui s'en est émancipé et dont le travail est mieux valorisé. Les stratégies vis-à-vis des dépendances naturelles correspondent aux échanges avec les sols et le vivant. Ce second axe caractérise le degré d'autonomie et d'expertise des exploitants par rapport aux difficultés techniques et incertitudes propres à l'exploitation du vivant. Ces deux axes permettent de dresser une typologie des agriculteurs en CC en mettant en relief leur perception du travail (cf. tableau 2). Quatre profils d'agriculteurs peuvent ainsi être retenus.

Le technicien est un-e exploitant-e agricole qui maîtrise parfaitement sa production, minimisant ainsi les aléas liés aux dépendances naturelles. Au niveau des dépendances socio-économiques, cet-te exploitant-e n'a pas de débouchés de commercialisation contractualisée qui lui assure une certaine sérénité. Son exploitation située dans des zones rurales lui contraint à multiplier les initiatives afin d'écouler son stock. Le technicien a tendance à se soumettre aux dépendances subies, plutôt qu'à les contourner et dépense beaucoup de temps et d'énergie à répondre aux sollicitations. Pour ce qui est de la production, il a du mal à déléguer.

Le commercial désigne également un-e exploitant-e agricole doté-e d'une bonne maîtrise des dépendances naturelles. Il/elle aura tendance à opter pour une stratégie d'évitement face aux contraintes et sollicitations coûteuses en temps. Il connaît ses coûts, et sait les optimiser tout en privilégiant le contrôle de la qualité de production. Conscient-e de la valeur de son produit, il/elle sera en mesure d'intégrer son temps de travail à la fixation de son prix, quelles que soient les réactions de la clientèle.

L'idéaliste est en cours d'apprentissage des dépendances naturelles. Quelle que soit son ancienneté dans la profession, il/elle tend à se laisser déborder par les aléas naturels. Il/elle s'investit sans compter dans son métier et dans la vente, ne connaît que superficiellement son coût de revient et fixe ses prix principalement au regard de l'offre.

Le pragmatique est également en cours d'apprentissage des dépendances naturelles, mais est doté d'une bonne maîtrise des ressources socio-économiques. Ainsi doté-e de ressources financières stables, il/elle fera des choix techniques lui permettant de gagner en temps. Ainsi, n'hésitera-t-il pas à acheter plutôt que produire ou à sélectionner les variétés les moins coûteuses en temps.

Tableau 2 : Typologie des agriculteurs en CC au regard des leurs réactions aux dépendances naturelles et socio-économiques



4. DISCUSSION ET CONCLUSION

Ainsi, notre article analyse le facteur travail selon trois dimensions « travail-mobilisation de ressources cognitives et psychologiques », « travail-échange social », « travail-temps passé » afin de montrer comment et pourquoi les circuits courts ne permettent pas en soi de s'émanciper totalement du modèle industriel. Globalement, il ressort de notre étude une sous-estimation du facteur travail dans la fixation du prix. L'agriculteur, inscrit dans une démarche de vente directe, voit son temps de travail morcelé par la fluctuation des ventes. La fluctuation des volumes de vente ne lui permet pas d'anticiper à l'avance le travail à réaliser ; la fluctuation du flux des commandes complique la distinction du temps consacré à la vente du temps par rapport à celui dédié au loisir, ou à celui passé à la production. Ce morcellement invite l'exploitant-e à ne considérer que le travail dit utile, c'est-à-dire celui qui contribue intégralement à une production concrète ou à une vente ferme, quitte à négliger le travail administratif qui est derrière. Ainsi, le temps de présence en magasin qui ne se conclut pas par une vente ne sera que rarement comptabilisé, comme la vente réalisée sur le chemin de l'école des enfants. Face à cette complexité, l'exploitant-e en CC a du mal à valoriser son travail aux yeux des clients.

Notre article met par ailleurs en évidence le rôle joué par les dépendances du secteur agricole. Les dépendances naturelles peu valorisées jusqu'à présent dans la littérature paraissent un élément incontournable de la compréhension du métier d'agriculteur. Le croisement de la théorie de la dépendance des ressources avec la théorie néo-institutionnelle permet de valoriser l'importance des échanges avec les sols et le vivant. Il permet aussi de dresser une typologie, principal apport théorique de ce papier, distinguant quatre profils d'agriculteurs. C'est à partir de des échanges avec les sols et le vivant et des échanges sociaux que les profils d'agriculteurs se dessinent et que nous pouvons distinguer les divergences de comportement vis-à-vis de l'environnement, qui se reflète notamment dans la fixation des prix. Le technicien aura ainsi tendance à sous-estimer son prix de vente, et à sous-estimer la qualité de son travail. Le commercial, au contraire, tend à augmenter son prix de vente, tant que les ventes ne fléchissent pas. L'idéaliste et le pragmatique ont des approches opportunistes. L'idéaliste ajustera son prix de vente en fonction de ses besoins en trésorerie ; le pragmatique ajustera ses productions en fonction du temps de travail nécessaire.

Ces résultats permettent indirectement d'affirmer, dans la lignée de Le Velly et Dubuisson (2008), le faible rôle joué par l'analyse des coûts internes dans la fixation des prix de vente. Notre article montre ainsi que malgré le souhait de se départir des dépendances de filières, l'agriculteur en CC, du fait son encastrement institutionnel, reste dépendant d'éléments externes à son exploitation qui jouent sur sa rentabilité. Ainsi, ce n'est généralement pas la recherche d'une marge par rapport au coût de production qui va déterminer le prix de vente, mais bien et toujours les prix du marché, qui dépendent de la valeur attribuée à l'alimentation par les consommateurs. Certains exploitants en CC parviennent néanmoins à co-construire, via une relation de confiance avec ses clients, un prix plus juste de leur valeur travail.

Ainsi, les diverses dimensions du travail en CC ne peuvent finalement pas se réduire à une comptabilisation rationnelle du temps de travail. Aussi, les choix de culture, d'élevage ou de distribution sont-ils mieux compris quand on considère le plaisir de l'exploitant-e à réaliser telle ou telle tâche que quand on n'adopte qu'une lecture purement comptable. Ceci renvoie d'une part à la multiplicité des facteurs de satisfaction au travail et d'autre part à la pertinence des outils de calcul des coûts.

Cet article, parce qu'il présente une analyse en cours de réalisation, souffre encore de manquements et de maturité. La typologie mériterait par exemple d'être affinée. Elle repose actuellement sur la mise en exergue de la maîtrise technique au regard des dépendances socio-économiques et notamment des débouchés commerciaux. Il faut tout d'abord préciser qu'il existe une linéarité des profils entre les différentes catégories mentionnées dans la typologie. Par ailleurs, une analyse plus fine des dépendances permettrait de mieux visualiser la graduation entre les profils-types retenus pour la typologie.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Albaladejo, C., Sartre (de), A.-X., Gasselin, P. (2012). "Agriculture entrepreneuriale et destruction du travail dans la pampa argentine." *Etudes Rurales* 190: 177-192.

Blancard S., P-H Boussemer, J. Flahaud et H-B. Lefer, «Les fonctions distances pour évaluer la performance productive d'exploitations agricoles», *Économie rurale* 2013/2 (n° 334), p. 7 à 22.

Burlaud A. et C.J. Simon, *Le contrôle de gestion*, Paris, La Découverte «Repères», 2013, 128 p.

Cochet, H. (2017). "Séparation capital/travail, flexibilité et rémunération des facteurs de production. La fin de l'exploitation agricole familiale ?" *Économie rurale* 357-358.

Olivier, V. and D. Coquart (2010). "Les AMAP : une alternative socio-économique pour des petits producteurs locaux ?" *Économie rurale* 318-319: 20-36.

Dejours C., *Le facteur humain*, Paris, PUF/Que sais-je ?, 1995.

Desbois D., J-P Burtault et Y. Surry «Estimation des coûts de production en phytosanitaires pour les grandes cultures», *Économie rurale* 2013/1 (n° 333), p. 27 à 49.

Etudes rurales, numéro spécial (2008). "Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne".

Guillotreau P, « Le juste prix des produits alimentaires Entre efficacité des marchés et exigence de justice sociale » *Économie rurale* 2013/3 (n° 335), p. 85 à 92.

Dufour A, C. Hérault-Fournier, E. Lanciano et N. Pennec « L'herbe est-elle plus verte dans le panier ? Satisfaction au travail et intégration professionnelle des maraîchers qui commercialisent sous forme de paniers » in Colloque national Circuits courts alimentaires - Etats des lieux de la recherche, mai 2010, Paris : France <halshs-00521474>.

Le Velly, R., & Dubuisson-Quellier, S. (2008). Les circuits courts entre alternative et hybridation. *Les Circuits Courts Alimentaires, Dijon, Editions Educagri*, 105–112.

Lawrence, T. B., & Suddaby, R. (2006). Institutions and institutional work. In S. R. Clegg, C. Hardy, T. B. Lawrence, & W. R. Nord (Eds.), *Handbook of organization studies (2nd edition)* (pp. 215–254). London: SAGE Publications.

Lecocq, P.-E., et al. (2008). "Doit-on craindre une persistance des tensions inflationnistes liées au dynamisme des prix agricoles ?" *Economie & prévision* 185(4). (citation : « les prix de production agricole et de consommation sont corrélés, mais les relations entre industriels et distributeurs déterminent in fine la marge de chacun d'entre eux influent aussi beaucoup sur la, formation du prix final payé par le consommateur »)

Le Velly, R., Dufeu, I., Le Grel, Laurent (2016). "Les systèmes alimentaires alternatifs peuvent-ils se développer commercialement sans perdre leur âme ? Analyse de trois agencements marchands." *Économie rurale*(356).

Le Velly R. « La détermination du prix équitable : vices et vertus du prix du marché », *Gestion* 2008/1 (n°33), p. 59-65.

Nicourt C., « De l'élevage au commerce. Une dérive du métier d'éleveur de porcs bio ? », *Economie Rurale* 2013 (n°335), p. 71 à 86.

Nizet J et D. Van Dam « Les évolutions des exploitations agricoles bio », *Economie Rurale* 2014 (n°339-340), p. 165 à 181.

Pfeffer J. et G.R. Salancik « The external control of organizations. A resource dependance theory" 1978 New York, Hagerstown, San Francisco, London, Harper & Row, 300 p.

Stoessel-Ritz, J. (2013). "Reconsidérer le travail à l'aune du développement durable: activité sociale, entre autonomie et engagement." *Pensée plurielle* 2(33-34): 99-115.